

L'armée burundaise émet des conditions à son maintien en Somalie

PANA, 08/10/2009 Bujumbura, Burundi - Le chef d'État-major général de la Force de défense nationale (FDN) du Burundi, le général-major Godfroid Niyombare, a demandé, jeudi, la communauté internationale de revoir à la hausse, dans un délai de six mois, le mandat de la Force africaine de maintien de la paix en Somalie (AMISOM), pour garantir la poursuite de la mission du contingent burundais dans ce pays de la Corne de l'Afrique en proie à plus de 18 ans de guerre civile. L'AMISOM n'a, pour le moment, qu'un "mandat défensif", ce qui ne lui permet pas toujours de parer facilement aux attaques à répétition d'insurgés islamistes opposés au pouvoir central à Mogadiscio et à la présence militaire étrangère. Une vingtaine de militaires burundais ont déjà fait les frais d'une série d'attaques orchestrées par "Al Shabab", une milice constituée de jeunes combattants islamistes somaliens. Beaucoup de voix à l'intérieur du Burundi font pression, à chaque perte d'homme en Somalie, pour que soit rapatrié le contingent de la FDN. S'agissant des actes de représailles en provenance de l'extérieur, tant redoutés dans l'opinion nationale, "pour punir le Burundi de sa présence en Somalie", le haut responsable militaire burundais a invité ses concitoyens à plus de vigilance pour parer à une telle éventualité. Le général-major burundais a enfin rassuré sur l'état de santé d'une vingtaine de militaires burundais qui avaient été blessés lors de l'attentat à la voiture piégée du mois dernier contre le Quartier général de l'AMISOM, à Mogadiscio. Seuls deux parmi ces soldats admis dans un hôpital de Nairobi, au Kenya, nécessiteraient encore des soins avant de sortir, a-t-il rassuré. On rappelle que l'Ouganda et le Burundi totalisent aujourd'hui 5.000 hommes sur au moins 8.000 nécessaires pour boucler l'effectif de l'AMISOM. D'autres pays du continent discutent encore avant d'envoyer des contingents dans le redoutable borbier somalien.